

puisqu'elle associe étroitement autorité et participation publique à chaque niveau du processus décisionnel. Donc, les États fédéraux ont des droits souverains et ces droits sont partagés entre l'échelon central et les différentes sous-unités. Il s'ensuit que tout État fédéral démocratique est, d'une part, une tribune où se rencontrent des intérêts divergents, des cultures politiques différentes et des identités nationales souvent antagonistes et, d'autre part, un État réel investi d'une autorité qui peut être clairement divisée sur certains points (environnement, questions sociales, politiques culturelles et éducatives et, jusqu'à un certain point, questions économiques), mais est indivisible sur certains autres (politique étrangère et, par-dessus tout, la défense).

#### *Loyauté et allégeance*

On dit souvent qu'à l'encontre des autres systèmes politiques comme les États-nations, le fédéralisme articule naturellement les loyautés multiples et constitue une réponse adéquate aux problèmes des sociétés « postmodernes » dans lesquelles il convient de concilier, d'une façon ou d'une autre, les intérêts locaux et la mondialisation. Afin d'évaluer cette vérité qui semble évidente, nous devons préciser ce qu'est la « loyauté » et ce qu'est « l'allégeance », puisque ces deux mots sont souvent employés pour désigner la même notion. Nous entendons le terme « loyauté » par rapport au « sentiment d'appartenance » et par « allégeance » la loyauté officielle envers l'État souverain légitime de son pays. Dans le contexte des États-nations, loyauté et allégeance tendent à se fusionner. Dans les États fédéraux, ces notions sont distinctes et parfois conflictuelles bien qu'étroitement liées. Puisque les sous-unités fédérales détiennent une part de la souveraineté de l'État, elles sont en droit d'exiger loyauté et allégeance au même titre que l'État fédéral. Toutefois, si les citoyens sont capables de concilier des loyautés multiples et parfois conflictuelles, soit des loyautés régionales, nationales et fédérales, comment peuvent-ils concilier des allégeances multiples et conflictuelles ? Une question demeure ouverte et mérite d'être étudiée : comment l'allégeance fédérale est-elle possible en l'absence d'une loyauté nationale unifiée ? Dans plusieurs régions du monde, les fédéralistes ont été confrontés à cette question. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux mouvements nationaux dans le sud-est de l'Europe (le cas de la Macédoine illustre très bien cette situation) percevaient leur combat pour l'indépendance et la création d'une Fédération balkanique comme deux voies complémentaires menant à un but unique : l'établissement d'États-nations (de préférence dans une structure fédérale, mais avant tout indépendants). Pressé de définir les raisons d'être d'un État balkanique commun, le dirigeant macédonien Gotse Delchev a pris conscience que l'identité commune ne pouvait être définie autrement « qu'en termes plutôt superficiels d'ennemis communs », par exemple l'Empire ottoman et l'Empire austro-hongrois<sup>37</sup>. Aujourd'hui, en Roumanie et en Ukraine, qui ne sont ni l'une ni l'autre des États fédéraux et ne le deviendront pas, il est extrêmement difficile de concilier des loyautés multiples et d'accorder aux minorités nationales (minorité

37. S. PAVLOVICH (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo*, Bruxelles, Complexe, 1992.